



## "Estimez-vous heureuse que je l'accepte dans mon cours !": l'épreuve scolaire des enfants trans

L'école est souvent un espace de souffrance pour les enfants trans. Et les enseignants sont livrés à eux-mêmes. Le ministère de l'Education nationale tente d'y remédier. « J'ai été poussé, insulté, frappé dans les couloirs, parce que je n'étais pas normal, parce que je n'étais pas considéré comme un vrai gars. »

C'est ce que raconte Aiden, 16 ans, en classe de troisième dans le sud-ouest de la France. Jusqu'à l'année dernière, cet adolescent trans, né dans un corps de fille, futur éleveur de chevaux, se faisait harceler par ses camarades. A force, il a fini par développer une phobie scolaire. « Le confinement m'a sauvé », dit-il. Il ne doit pas être le seul. Les discriminations transphobes s'exercent volontiers dans l'enceinte de l'école, relève un rapport de la Dilcrah (Délégation interministérielle à la Lutte contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT). Pour Judith Klein, chef du bureau de l'égalité et de la lutte contre les discriminations à la direction générale de l'enseignement :

« La recherche a montré que les expériences scolaires des jeunes trans sont extrêmement dégradées. Il y a un risque de décrochage ou d'impossibilité de vivre une transition. »

La mère d'Aiden, une ancienne auxiliaire de vie, reconnaît :

« La pédopsychiatrie nous avait dit que le problème n'était pas de s'accepter, mais de se faire accepter par les autres, et c'est vrai. »

Récemment, le professeur de sport de son fils lui a rétorqué : « Estimez-vous heureuse que je l'accepte dans mon cours. »

Ni Aiden ni sa mère ne devraient avoir à s'estimer heureux de quoi que ce soit. Le droit protège tous les enfants et doit leur offrir un « climat scolaire serein et un cadre protecteur », rappelle Rodrigo Arenas, coprésident de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves (Fcpe). On en est loin. En décembre dernier, à Lille, une adolescente trans, Fouad, 17 ans, mettait fin à ses jours peu après un différend avec les personnels de son lycée. Ses camarades, émus, appelaient à un sursaut : « On n'accuse pas, on veut juste que les choses changent ! »

Quelques semaines auparavant, la médiatisation de l'histoire de Lillie, 8 ans, avait mis en évidence les errements de l'Education nationale. Alors qu'avant la rentrée 2020, l'enseignante de Lillie avait bien accueilli la demande de ses parents de respecter sa transition, tout a vrillé le premier jour d'école : « La maîtresse a fait l'appel et m'a appelée par mon ancien prénom de garçon », dit Lillie. Quelques jours plus tard, la famille a appris qu'il s'agissait en réalité d'une expérience : l'ancien prénom, communément appelé le deadname, avait volontairement été utilisé pour évaluer en situation le « degré de souffrance » de l'enfant devant une psychologue dépêchée par l'académie d'Aix-Marseille. Dans sa fiche pratique sur le respect des droits des personnes trans, la Dilcrah est pourtant très claire. Elle demande à ce que le prénom d'usage soit respecté à l'oral. Et ce sans certificat médical à l'appui, comme l'a reconnu le ministère de l'Education nationale, interrogé au sujet de Lillie.

Ce sont toutes ces récentes histoires qui ont forcé l'institution scolaire à prendre en compte ces enfants-là. « L'Education nationale a longtemps pratiqué la politique de l'autruche », avance le sociologue Arnaud Alessandrin, spécialiste des transidentités. En l'absence de consignes claires et de recommandations, l'accueil des élèves trans diffère



aujourd'hui d'une académie à l'autre, d'un établissement à l'autre... voire d'un enseignant à l'autre. « Il n'y a pas de cadre, l'accueil peut être bon comme affreux. On a l'impression que tout le monde fait ce qu'il veut », constate Maryse Rizza, présidente d'une association de parents d'enfants trans à Tours. Son fils, Ruben, 14 ans, a changé de collège après deux années difficiles. En cinquième, il n'a pas pu se rendre en voyage scolaire en Normandie, pour une question de composition de dortoirs.

L'inclusion des personnes trans à l'école pose des questions très concrètes, que ce soit pour l'accès aux toilettes, le plus souvent séparées entre garçons et filles, aux internats ou aux vestiaires de sport... En cours d'EPS, les autres garçons refusaient que Ruben se change avec eux dans les vestiaires. « On ne veut pas d'une fausse fille avec nous. »

La plupart des chefs d'établissement ne sont pas encore formés pour aborder ces situations. Philippe, CPE dans un grand lycée de la région bordelaise, raconte que le rectorat n'a pas su quoi lui répondre quand, il y a cinq ans, un élève a annoncé qu'il entamait une transition. Avec la chef d'établissement, ils ont depuis mis au point un protocole, fait maison :

« Quand un élève le demande, et que la famille est d'accord, on change son genre sur le logiciel de l'établissement. Ainsi, personne ne se trompe, l'élève est rassuré et nous aussi. »

Partis du constat que la formation initiale et continue était « quasi inexistante », le Syndicat des Enseignants de l'Unsa (SE-Unsa) a développé sa propre formation sur les questions de genre, autour de cas pratiques, en attendant que l'Éducation nationale déploie un plan plus ambitieux. Yann Chandivert, secrétaire national :

« Une CPE disait qu'elle était paumée, une autre reconnaissait avoir mal réagi la première fois qu'elle a été confrontée à un enfant trans, par ignorance. »

En début d'année, le ministère a réuni un groupe de travail dédié aux questions LGBT pour établir des lignes directrices et harmoniser les pratiques en matière d'accueil des élèves et étudiants trans. Ce groupe a auditionné associations de personnes trans, chercheurs et spécialistes des transidentités... Il devrait en sortir un guide, dont la date de publication n'est pas encore fixée. Très vite, il est aussi apparu évident qu'il fallait élargir la réflexion pour inclure d'autres minorités (personnes intersexes, non binaires...) Judith Klein, du bureau de la lutte contre les discriminations, explique :

« Cela nous a permis de prendre conscience de la manière dont dans les espaces scolaires, les choses sont organisées en fonction de la binarité de genre. »

Dans son documentaire « Petite Fille », Sébastien Lifshitz montre les parents de Sasha, 7 ans, déployer une énergie colossale pour que leur enfant puisse se rendre à l'école habillée en robe et qu'on utilise le pronom « elle » en classe pour la désigner. Sa mère souligne :

« Si "sexe : masculin" n'était pas écrit sur un papier, qui le saurait au juste ? Parce que c'est écrit, ma gamine passe à côté de son enfance. »

Dans une séquence, en consultation avec la pédopsychiatre de l'hôpital Robert-Debré, Sasha s'est mise à pleurer. « Les larmes aux yeux, c'est quand tu penses à l'école? » lui demande la médecin. La petite fille hoche la tête.

